

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Göran Persson, Premier ministre suédois, sur les relations franco-suédoises, la préparation des présidences française et suédoise de l'Union européenne, la coopération Renault Volvo, le refroidissement des relations entre l'Union européenne et l'Autriche, le conflit en Tchétchénie et les relations entre l'Europe et la Russie, Stockholm le 10 avril 2000.

LE PREMIER MINISTRE - Nous avons devant nous une période de coopération étroite et nos conversations, aujourd'hui, ont, bien sûr, été dominées par les présidences française et suédoise de l'Union européenne. Nous avons parlé des relations de l'Union européenne avec la Russie. Il est très important de pouvoir continuer à essayer, à long terme, d'incorporer la Russie à la coopération européenne et, en même temps, nous voulons exprimer nos protestations vis-à-vis de ce qui se passe en Tchétchénie. Et nous avons parlé de l'élargissement et de la conférence intergouvernementale.

L'élargissement de l'Europe est une occasion historique qui va arrêter la division de l'Europe en Est et Ouest et qui va nous permettre d'obtenir une grande Europe d'une taille très importante au niveau mondial. Cette Union va être empreinte du respect de valeurs communes et de prises de positions claires comme celles qui ont été faites par la France et la Suède, notamment vis-à-vis de la situation en Autriche.

Nous nous sommes mis d'accord pour mettre sur pied un groupe de travail commun qui préparera la conférence avant la présidence, qui traitera des questions difficiles et qui préparera la prise de décisions, notamment pour la gestion de crises. Ce groupe examinera aussi l'approfondissement de notre coopération dans le domaine social et dans le domaine de l'emploi. Et, pour cela, n'oublions pas que la Suède organisera la première réunion de suivi sur l'emploi après le Sommet de Lisbonne en 2001. Pour cela, il est important que nous ayons un dialogue avec la France à ce sujet.

Nous avons également parlé de l'OMC qui sera traité au cours de nos deux présidences et nous allons essayer de faire avancer ce volet au cours de nos deux présidences. Nous trouvons qu'il est important de souligner cette question lors de nos présidences.

Nous avons également souligné l'importance des Balkans. Nous trouvons qu'il est important que nos ministres des Affaires étrangères puissent approfondir leur dialogue sur cette question fort compliquée.

Donc, en général, nous avons beaucoup de vues communes. Notre dialogue a été fort bon. Il est empreint d'une volonté que nos présidences fassent preuve de continuité. Lorsque la France puis la Suède auront à la présidence de l'Union européenne, il est de l'intérêt de l'Union que ces

périodes de six mois se suivent. Pour cela, il est important que notre coopération soit étroite. Ce processus, bien sûr, a déjà commencé. Mais, les conversations politiques d'aujourd'hui sont la preuve que nous voulons mettre sur pied des réformes importantes et que notre coopération, au niveau de l'Europe, continue. Je trouve qu'elle exprime, également, la nouvelle époque dans laquelle nous vivons, où nous nous rapprochons les uns des autres. Nous allons voir dans quelle mesure notre coopération informelle, aussi, va pouvoir faire avancer les dossiers. C'est un but extrêmement attirant et intéressant. Je souhaite que cette coopération entre la France et la Suède fonctionne bien. Je vous laisse la parole, maintenant, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Je voudrais, d'abord, dire ma joie d'être ici. La Suède est un pays que je connais bien, que j'aime beaucoup et depuis très longtemps. C'est, probablement, le pays européen où je suis allé le plus souvent et dans lequel je garde les souvenirs les plus attachants. J'ai, toujours, un peu souffert d'un manque de relations affectives fortes entre nos deux pays. Il fut un temps, dans l'histoire, où nos deux pays étaient très proches, affectivement très proches. Et puis, curieusement, je dirais, à partir de l'arrivée de Bernadotte, nous nous sommes éloignés. Nos relations se sont non pas dégradées mais effacées, curieusement. Lorsque la Suède a pris la décision d'entrer dans l'Union européenne, les choses ont changé. Tout simplement, parce que nous avons décidé d'unir nos destins à l'intérieur d'une organisation européenne.

Nous avons vu, spontanément, des liens se recréer et les choses changer. En cinq ans, nos relations politiques, qui étaient très rares, sont devenues intenses. Nos relations économiques ont doublé pendant ces cinq années, même s'il y a encore des insuffisances et s'il y a des possibilités considérables de développement -je pense, notamment, aux investissements français en Suède-. Les choses ont changé.

Nos échanges en matière culturelle, scientifique se sont considérablement développés. Le nombre d'étudiants français en Suède et le nombre d'étudiants suédois en France a augmenté énormément. Donc, il s'est passé quelque chose. Je dirais, simplement, que l'on est revenu à une situation plus normale et plus profonde.

Je voudrais donner comme ambition à mon voyage ici d'ajouter un peu de chaleur à ce retour à des relations normales et affectives entre nos deux pays, qu'on retrouve un peu la chaleur que l'on sent déjà venir, notamment entre les jeunes chercheurs ou étudiants et qui doit également exister entre les hommes politiques, les responsables économiques, sociaux, syndicaux, etc. Voilà ce que je souhaite marquer par mon voyage, qui permet de faire se rencontrer deux pays qui ont, par ailleurs, des caractéristiques identiques dans bien des domaines. Deux pays attachés à leur identité. Deux pays qui veulent la protéger dans une organisation européenne qui est une organisation moderne et à l'échelle du monde. Deux pays qui ont des conceptions identiques en matière sociale, pour le respect d'un modèle social européen, qui ont des conceptions identiques en matière d'environnement, aujourd'hui. Je disais, tout à l'heure, au Premier ministre que la France soutiendrait sans réserve les projets de progrès, en matière d'environnement, du Gouvernement suédois pendant sa présidence. Nous avons sur les droits de l'Homme, je l'ai dit, des visions identiques qui, d'ailleurs, se traduisent par le fait que nous avons la même position à l'égard de la Charte des droits de l'Union européenne.

Bref, nous avons énormément de points communs et lorsqu'il y a divergence de vues, je dirais qu'il y a deux cas. Le plus souvent, cela tient à une mauvaise connaissance de nos points de vue réciproques et quelquefois, naturellement, cela tient à une divergence d'intérêt qui exige et qui suppose, bien entendu, qu'on ait une vraie discussion familiale.

Voilà les conclusions que je tire des entretiens que nous avons eus et que, par ailleurs, le Premier ministre a rapporté dans le détail. Cela explique que, tout naturellement, nous avons décidé de créer un groupe de travail informel, ce qui est une tradition dans les procédures communautaires, de façon à faire en sorte que nos deux présidences s'articulent parfaitement bien dans tous les domaines. Nous avons le même intérêt.

La France a intérêt à ce que la présidence française soit réussie, à ce que la Conférence

intergouvernementale puisse être définitivement adoptée à Nice. La Suède a le même intérêt, notamment parce que nous avons la même conception de l'élargissement, alors qu'il faut, préalablement, faire la conférence intergouvernementale.

Bref, je crois pouvoir dire que nous avons un point de vue commun sur tant de choses que nous devrions, normalement, pouvoir parfaitement réussir nos présidences successives, en retrouvant cette chaleur dans l'amitié qui nous fait encore un peu défaut.

QUESTION - Je voudrais vous poser une question industrielle, Monsieur le Président. Ces derniers temps, il y a eu des discussions d'alliance de camions entre Renault et Volvo. Qu'en pensez-vous ?

LE PRESIDENT - D'abord, je suis heureux que l'on parle de coopération entre deux grandes entreprises suédoise et française. Ensuite, je dirais que cela relève des décisions des entreprises elles-mêmes et non pas des Etats. Donc, je souhaite que cela marche. Mais, je le répète, ce n'est pas une décision des Etats, c'est une décision des entreprises.

Je voudrais, pour conclure, noter tout de même qu'il y a eu une évolution forte dans nos relations et dans le bon sens. Il y a cinq ou six ans, un problème identique s'est posé entre Renault et Volvo. Vous vous souviendrez que cela a créé une réaction difficile et que cela a échoué. Je me souviens que la presse de l'époque, d'ailleurs aussi bien en Suède qu'en France, était plutôt agressive l'une vis-à-vis de l'autre.

Aujourd'hui, il y a de nouveau des discussions entre Renault et Volvo qui sont des discussions de la même nature. Ce n'est pas la même chose, mais c'est de la même nature. Je vois, qu'il s'agisse de la France ou de la Suède, que la presse y est tout à fait favorable, enfin, pas critique en tous les cas. Ce qui montre bien tout de même, comme je vous le disais tout à l'heure, qu'il s'est passé quelque chose et qui se passe quelque chose, ce dont je me réjouis.

QUESTION - (sur le même sujet)

LE PRESIDENT - Moi, je le crois mais je n'ai pas à décider, je ne suis pas compétent. Ce sont les deux entreprises qui sont compétentes et qui doivent décider. Moi, je regarde cela de l'extérieur. De l'extérieur, je pense qu'il est souhaitable que des liens se créent entre les grandes entreprises françaises et les grandes entreprises suédoises.

QUESTION - Monsieur le Président, une question sur la Suède. C'est la première fois qu'elle aura la présidence qui se fera en janvier. Quels sont les deux meilleurs conseils à donner à la Suède ?

LE PRESIDENT - Oh ! Je voudrais vous dire une chose, c'est qu'il n'y a pas de conseil à donner à la Suède. La Suède fera, j'en suis sûr, ce qu'il faut pour que sa présidence soit une réussite. Je n'ai aucune inquiétude à cet égard. Il n'y a donc pas de conseil à donner. Mais, s'il y a une suggestion à faire, c'est que nos deux présidences doivent très bien s'articuler et donc que nous devons parler ensemble de façon à la fois très libre, très ouverte et, au fond, c'est ce que nous avons décidé de faire aujourd'hui, notamment en créant un groupe de travail permanent au niveau des ministres chargés des Affaires européennes. Cela est important. Ce n'est pas un conseil, c'est une suggestion et un accord.

QUESTION - Une question sur l'Autriche. Est-ce que vous désirez que la Suède prenne une position aussi ferme que la France ?

LE PRESIDENT - Oui, la Suède et la France comme d'ailleurs, en gros, les quatorze pays de l'Union européenne ont pris la même position à l'égard d'un Gouvernement autrichien qui associe un parti extrémiste et xénophobe, ce qui n'est pas dans le contrat européen, si j'ose dire.

Donc, nous avons pris la même position. Chacun l'exprime à sa manière. Mais nous avons pris la même position avec la même conviction. Je crois qu'il ne faut pas en changer, parce que l'Europe c'est aussi un ensemble de valeurs qui doivent être respectées, que ce parti ne respecte pas, pas en tous les cas pour le moment, quand on regarde ce qu'il dit et ce qu'il a fait dans le passé.

C'est très important sur le respect des valeurs. C'est également très important au moment où l'on fait l'élargissement. Nous allons nous élargir à des pays qui n'ont pas encore une démocratie totalement enracinée, qui ont encore à faire face à des problèmes économiques, et donc sociaux, difficiles. Et, par conséquent, il faut être très clair sur les valeurs qui fondent l'Europe et être très ferme quand il y a un risque de dérapage.

QUESTION - J'aimerais vous demander, Monsieur le Président, ce que vous pensez du neu

QUESTION - J'aimerais vous demander, Monsieur le Président, ce que vous pensez du peu d'enthousiasme de la Suède à faire partie de l'euro ? Alors que la Suède va avoir à assumer la présidence de l'Union européenne, l'année prochaine ?

LE PRÉSIDENT - Là, vraiment, il appartient à la Suède d'organiser le débat chez elle et de prendre sa décision. Moi j'estime que la Suède sera la bienvenue et tout le monde souhaite, parmi les onze qui sont dans l'euro, que la Suède nous rejoigne. Mais, enfin, je ne me permettrai pas de donner un conseil à la Suède. Cela, c'est vraiment son problème. Je trouve qu'il faut d'abord convaincre les Suédois. Si un jour, je l'espère, les Suédois sont convaincus, alors nous serons tous très heureux.

QUESTION - Puisqu'on parle de l'euro, je voudrais poser une question à propos de l'harmonisation fiscale en Europe. Connaissant le niveau très élevé des prélèvements obligatoires aussi bien ici qu'en France, je voudrais savoir si vous avez un point de vue commun ou rapproché sur l'harmonisation fiscale ? Est-ce qu'elle devrait se faire vers le haut ou vers le bas ?

LE PRÉSIDENT - Je crois que vous connaissez bien ma réponse : vers le bas, mais je laisse le Premier Ministre donner sa propre réponse.

LE PREMIER MINISTRE - Je pense, pour ma part, que l'harmonisation fiscale qui doit être faite doit être faite à partir d'un niveau minimal. Et le but de cette harmonisation fiscale est d'éviter une concurrence fiscale entre les pays européens, notamment d'éviter les paradis fiscaux. Si un pays réussit à persuader sa population de payer plus d'impôts parce qu'on veut utiliser ces revenus pour la politique du bien être, dans ce cas là, bien sûr, ce pays a le droit de le faire. Mais nous aurons, je l'espère, des niveaux minimaux et puis nous aurons un niveau pour la TVA aussi. Je pense que le modèle européen, demandera un niveau fiscal assez élevé, puisque la politique sociale est ambitieuse. Une grande partie de la population va prendre sa retraite et va vieillir, ce qui a des conséquences sur les soins à leur apporter. Pour cela, nous aurons besoin de revenus fiscaux importants, si nous voulons garder la même politique de bien être.

QUESTION - On a mentionné l'euro tout à l'heure. Ne pensez-vous pas que la présidence suédoise risque d'être marquée par le fait que la Suède n'est ni membre de l'euro, ni de l'UEO ?

LE PRÉSIDENT - Pas du tout. Je ne pense pas du tout que cela puisse avoir une influence quelconque sur le déroulement de la présidence suédoise et sur les avancées que la Suède fera faire à la construction européenne. L'euro c'est un problème technique, financier. Il n'y a pas de rapport entre l'appartenance ou la non-appartenance à l'euro et la présidence de l'Union. Cela n'empêchera absolument pas l'évolution de la mise en place d'une Europe de la défense dans des conditions qui ne sont, en rien, en contradiction avec le statut propre de la Suède que nous comprenons et que nous respectons.

LE PREMIER MINISTRE - Je me rappelle aussi que quelques-unes de ces décisions stratégiques ont été prises lors de la présidence britannique. C'est un pays qui est en dehors de l'UEM. Donc, cela montre qu'on peut avoir une présidence tout de même forte, tout en étant en dehors de l'UEM.

QUESTION - J'avais une autre question, mais je me suis rendu compte que sur Renault, seul le Président de la République a parlé. J'aimerais bien connaître le point de vue du Premier Ministre Persson, là-dessus. Parce qu'on sait que Volvo, d'après ce que l'on croit savoir, pourrait prendre le contrôle de Renault Véhicules Industriels, mais parallèlement, Renault prendrait une participation dans Volvo. Que pensez-vous, Monsieur le Premier Ministre, de ce genre de perspective ? Est-ce que vous trouvez que c'est une bonne idée ?

LE PREMIER MINISTRE - En Suède, notre tradition est de faire la différence de façon stricte entre la responsabilité des affaires politiques d'une part, et, d'autre part, la responsabilité des affaires commerciales, des entreprises et d'éventuelles fusions entre des sociétés suédoises et d'autres sociétés. Eh bien, ce sont ces sociétés qui en décident. Ces sociétés doivent, bien évidemment, suivre des réglementations en vigueur et doivent prendre en considération aussi les intérêts des employés. Il existe un certain nombre de mécanismes, de législations, de réglementations qu'il faut suivre. Je n'ai pas lieu, en tant que Premier Ministre, d'apporter mes évaluations à ce sujet. Les grandes sociétés suédoises prennent elles-mêmes leurs décisions. J'ai tout à fait confiance en leur jugement. Elles ont du succès au niveau international. Elles ont réussi

à mener à bien des fusions qui ont eu beaucoup de succès. Je crois qu'il est bon de faire la différence entre le travail des entreprises et la politique.

QUESTION - Je voudrais poser ma question à vous Monsieur le Président et à Monsieur le Premier Ministre. Vous avez discuté de la situation en Russie. Vous avez parlé de la volonté de l'Union européenne d'incorporer la Russie à votre travail. D'autre part, le Conseil de l'Europe a décidé, il y a peu de temps, que la Russie en serait exclue. Quelle est votre position à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Vous connaissez notre position qui, je crois, a été rappelée tout à l'heure par le Premier Ministre et qui est commune. Premièrement, nous attachons une importance très grande à la relation entre l'Europe et la Russie. Il n'y a pas de paix et de stabilité possible en Europe sans une relation normale avec une Russie pacifique, démocratique et développée. Et les réformes engagées en Russie avec des difficultés, c'est vrai, mais enfin, engagées par le pouvoir russe vont dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous élaborons en ce moment un partenariat entre l'Europe et la Russie. Nous souhaitons beaucoup que ce partenariat puisse être mis en place le plus vite possible de façon, je le répète, à permettre cette stabilité et cette sérénité de l'Europe. Alors, il y a un problème actuellement qui nous préoccupe, nous, Européens, c'est l'affaire de la Tchétchénie. Et nous avons là, une préoccupation. Je me suis encore entretenu il y a deux ou trois jours avec le Président Poutine au téléphone.

Je suis persuadé qu'il n'y a pas de solution autre que politique à ce problème, et que la Russie devrait faire le maximum pour trouver une solution politique à ce problème, même si ce n'est pas facile, j'en ai bien conscience.

Et, deuxièmement, je crois qu'à chaque fois qu'il y a des conflits de ce genre, il y a toujours des excès. Je suis sûr que la Russie aurait intérêt à ouvrir plus largement ses portes, ne serait-ce que pour éviter des polémiques qui ne sont pas nécessaires. Pour ma part, je souhaiterais que les grandes organisations, officielles et ou non-gouvernementales, dans le domaine humanitaire puissent se rendre sur place et voir un peu comment sont les choses, donner leur avis, leur sentiment. Voilà, mais notre volonté d'avoir un lien fort entre l'Europe et la Russie est commune et présente.

LE PREMIER MINISTRE - J'ai la même opinion que celle que vient d'exprimer Monsieur le Président. On pourrait voir une opposition entre l'agissement du Conseil de l'Europe et ce que l'on vient de dire. Mais ce n'est pas le cas. Nous comprenons pourquoi le Conseil de l'Europe et son assemblée parlementaire ont agi de la sorte. Mais nous voulons arriver à une situation normale où nous pourrions mener à un dialogue. C'est très important pour toute l'Europe. Je l'ai déjà dit, je peux le répéter encore aujourd'hui : le futur de l'Europe ne se décide pas seulement à Bruxelles. Il se décide aussi bien sûr à Moscou. Et ce qui se passe à Moscou est tout à fait vital pour nous. Cela ne veut dire en aucune façon que nous n'allons pas critiquer ce qui se passe, que nous allons être silencieux sur les exactions en Tchétchénie. Mais, à terme, nous espérons que ces relations pourront renforcer la démocratie en Russie et la coopération avec l'Europe.

Je vous remercie, mesdames, messieurs.